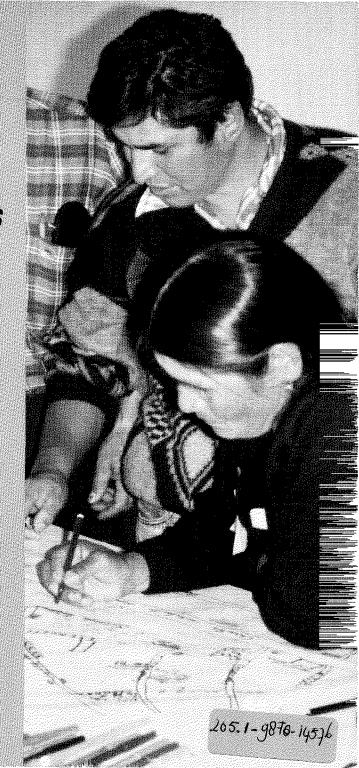
Forger des partenariats communautaires pour le changement

L'approche CIMEP

Cibrary
PC International Ware
and Sanitation Green
Sec. +31 70 30 8
Fax: +31 70 35 84

CIMEP—Participation communautaire à la gestion de la pollution environnementale—est une approche novatrice à la participation mise au point et appliquée par le Projet de santé environnementale de l'USAID.





Qu'est le CIMEP?

Le CIMEP est un processus de participation communautaire rigoureux et efficace, mis au point par le Projet de santé environnementale (EHP -Environmental Health Project) de l'USAID. Son but est de changer la manière dont les collectivités locales et les communautés résolvent les problèmes et

Les relations collaboratives dépendent de la confiance qui se gagne. Ce n'est pas un acquis.

forgent des partenariats dynamiques entre les principaux intervenants locaux—fournisseurs de services, gouvernement et personnel des ONG, et dirigeants communautaires-et les communautés et quartiers avec lesquels ils travaillent.

LIBRARY IRC Tel.: +31 70 S0 689 60 Fax: +31 70 35 899 64 BARCODE: / 457 K

La contribution unique qu'apporte le CIMEP à la participation communautaire réside dans le changement très net qu'il suscite dans la manière dont les représentants officiels locaux et d'autres personnes travaillent avec les PO Box 93190, 2809 AD THE HAGUEhabitants. La formation du CIMEP encourage de nouveaux comportements de coopération et de collaboration et de bonnes aptitudes à l'écoute et à la résolution de problèmes. Travaillant ensemble plus efficacement, le secteur public, les communautés et les ONG peuvent s'attaquer à des problèmes aussi divers que les causes des maladies et les maladies elles-mêmes, le manque de participation de la population ou un taux de scolarisation trop faible.

Pourquoi l'appelle-t-on CIMEP?

"Community Involvement in the Management of Environmental Pollution" (CIMEP) est le nom que le Projet EHP a donné à un projet réalisé en Tunisie en vue de résoudre les problèmes de santé du milieu dans des quartiers urbains pauvres. Le sigle du projet est devenu le nom que EHP utilise pour le processus lui-même. (les programmes locaux définissent souvent leur propre sigle). CIMEP repose la pratique précédente et la théorie de la participation communautaire et sur dix années d'expérience acquise par l'ancien projet Eau et assainissement pour la santé (WASH) et le Projet actuel de santé environnementale (EHP).

Des projets CIMEP ont été exécutés en Equateur et à Belize et, tel que mentionné, en Tunisie. De nouveaux projets sont en cours en Bolivie et au Bénin. Des éléments du CIMEP ont été utilisés dans le cadre de maintes autres activités du projet EHP.



Table des matières

Comment le CIMEP peut aider des planificateurs et programmateurs du développement ?
Le CIMEP repose sur les leçons du passé2
Planification et démarrage
Evaluation
Sélection des partenaires, formateurs sites de projet et participants
Atelier de démarrage
Formation
Ateliers de renforcement des compétences
Travail sur le terrain et suivi
Tables rondes des décideurs
Microprojets
Expansion progressive16
Atelier d'évaluation
Formation de nouveaux formateurs
Matériel-ressource
Stratégie de reproduction
Quels sont les résultats possibles avec le CIMEP? 18
Quelles sont les ressources nécessaires pour exécuter le CIMEP ?
Le projet de santé environnementale

Remerciements. EHP sonhaite reconnaître le travail de maintes personnes qui a permis de réaliser ce livret. Le Docteur May Yacoob du Projet EHP dont la direction a été tellement importante pour la mise an point du CIMEP; tous les participants du CIMEP dont les efforts arus et le dévouement ont aidé à perfectionner l'approche; les Bureaux de la Santé et de la Nutrition, des Femmes et du Développement au Centre de Population, de santé et de nutrition et le Burean des Programmes urbains au Centre de l'Environnement de l'USAID qui ont vivement sontenu l'application du CIMEP; Pam Cubberly qui a participé à la préparation du texte et Peggy Rabb de Southern Media Design and Production qui ont conçu et exécuté la présentation.

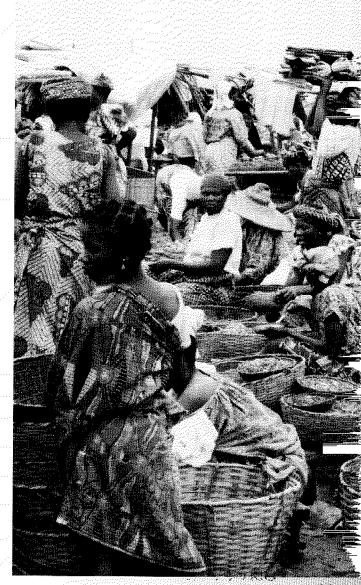
Comment le CIMEP peut aider des planificateurs et programmateurs du développement ?

Le CIMEP peut être appliqué chaque fois que l'engagement ou la participation communautaire est une partie importante d'un projet. Le Projet EHP a mis au point et appliqué le processus en vue de s'attaquer aux problèmes de santé du milieu mais il peut également renforcer la participation des communautés en vue d'atteindre des buts dans des domaines autres que celui de la santé. Voici quelques exemples d'applications du CIMEP.

- Améliorer la capacité au sein des collectivités locales à faire véritablement participer les communautés.
- Engager les communautés à la planification et à l'exécution des améliorations environnementales.
- Accroître la participation des communautés aux projets de santé de l'enfant et de population.
- Permettre aux communautés de mettre sur pied des microentreprises communautaires afin d'encourager la croissance économique.

Le CIMEP peut être exécuté tout seul ou comme composante d'un autre projet. Il peut être mis en œuvre conjointement avec d'autres bailleurs de fonds et organisations internationales et être adapté à diverses situations en vue d'atteindre des buts divers. Mais sa principale valeur réside dans sa capacité prouvée à faire de la participation communautaire avec l'Etat une réalité.

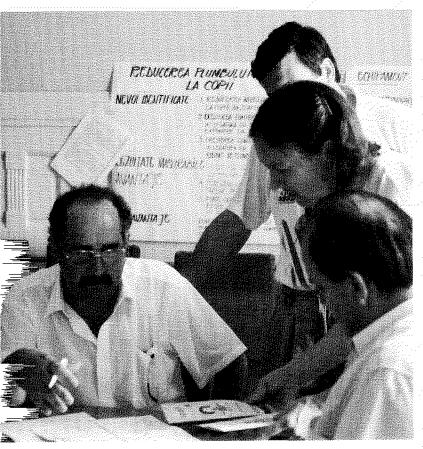
Ce guide présente les principaux éléments du CIMEP avec des détails suffisants pour que les planificateurs et programmateurs décident s'il peut les aider à atteindre les résultats qu'ils recherchent. Il indique aux planificateurs ce qui est nécessaire - temps, personnel, ressources, engagement - pour que le CIMEP réussisse. Les détails du processus dépendront des demandes de la situation : il n'y a jamais deux projets CIMEP qui sont les mêmes.



Un des grands buts de l'USAID pour le CIMEP au Bénin est de réaliser un programme dans le cadre de la décentralisation - qui vient juste d'être instituée - et d'avoir un impact sur les conditions de la salubrité du milieu.

Le CIMEP repose sur les leçons du passé

En s'inspirant des leçons retirées de l'expérience, un grand nombre d'organisations apportant une assistance au développement sont en train de restructurer afin d'arriver à une plus grande efficacité, efficience et à des résultats démontrables. Un engagement significatif des communautés à la prise de décisions ou la participation est une partie centrale du nouveau système de fonctionnement de l'USAID. En faisant participer les communautés,



"Avant, les gens étaient calmes, contents et ne posaient pas de question. A présent, ils expriment leurs opinions, posent des questions et pensent avoir des droits."

---Membre de l'équipe régionale, Equateur les professionnels du développement redéfinissent leur rôle et ne sont plus des experts de l'extérieur mais des partenaires tout au long du travail devant être exécuté. De pair avec les gouvernements et

les communautés, ils écoutent et apprennent et, partant, conçoivent des projets davantage adaptés aux besoins locaux qui permettent des améliorations durables dans la vie et l'environnement de la population.

"... la véritable mesure de la réussite d'un projet se situe au niveau des améliorations durables dans la vie et l'environnement de la population."

CIMEP intègre les leçons provenant de l'expérience recueillie sur plus de dix ans dans le cadre de projets de participation communautaire :

d'appartenance communautaire face aux activités du projet ne signifie pas appartenance réelle.

ités du projet ne signifie pas appartenance réelle. Appartenance réelle, ce sont les personnes gérant les améliorations de l'infrastructure pour lesquelles elles ont payé et qui leur appartient.

- Les communautés à elles seules ne peuvent pas maintenir le changement. L'Etat joue un rôle important car il doit soutenir les changements communautaires.
- Les ONG ne peuvent pas se substituer à l'Etat bien qu'elles puissent jouer un rôle d'appui important.
- Lorsque c'est la demande et non l'offre qui est la base de la fourniture des services communautaires, l'approche à la définition de problèmes est radicalement différente.
- Une synergie effective entre l'Etat et la société crée la confiance nécessaire à l'affectation des ressources.



Expansion progressive:

Les organisateurs, les représentants officiels du gouvernement et les participants prévoient de reproduire le CIMEP dans des communautés à l'extérieur des communautés pilotes ou dans des pays voisins avec des cultures et des problèmes analogues.

- · Atelier d'évaluation
- Formation de nouveaux formateurs
- Matériel-ressource
- Stratégie de reproduction

Formation

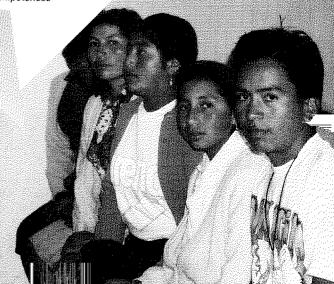
Le processus CIMEP repose sur la formation apportée aux éventuels agents de changement au niveau local. Des ateliers de renforcement des compétences sont organisés à des intervalles de deux mois avec des travaux de terrain et un suivi. Les participants acquièrent de nouvelles compétences et travaillent avec les communautés en vue d'identifier les problèmes et de mettre en place des microprojets pour traiter ces problèmes. Lors de cette étape, les décideurs organisent des discussions en table ronde pour cerner et traiter les obstacles pouvant empêcher les participants d'appliquer ce qu'ils sont en train d'apprendre. Le matériel utilisé lors de la formation peut servir à reproduire le CIMEP à d'autres endroits.

- · Ateliers de renforcement des compétences
- Travail sur le terrain et suivi
- Tables rondes des décideurs
- Microprojets

Planification et démarrage

Le lancement du CIMEP peut se faire à l'aide de représentants de bailleurs de fonds, de décideurs aux niveaux local et national et de personnel d'assistance technique. D'abord, les organisateurs évaluent si le processus peut être appliqué à un problème particulier dans un pays particulier. Ensuite, ils choisissent des communautés pilotes dans lesquelles ils peuvent tester et adapter CIMEP. La première étape se termine par un atelier de démarrage.

- · Evaluation
- Sélection des partenaires, formateurs, sites de projet et participants
- Atelier de démarrage



Planification et démarrage



Evaluation

Avant de prendre une décision finale sur l'application du CIMEP, le bailleur de fonds ou l'organisme public chargé de l'organisation devrait répondre aux questions suivantes :

• Existe-t-il un but ou une question spécifique ou le processus devra-t-il l'identifier? Peut-être que les organisateurs sauront le problème qu'ils veulent traiter ou alors, ils souhaitent simplement améliorer la résolution de problèmes au sein de la communauté. S'ils ont leur propre programme, ils devraient reconnaître quels sont leurs buts et objectifs.

Principaux intervenants

- Représentants des bailleurs de fonds
- Décideurs au niveau national
- Personnel d'assistance technique
- Autres parties concernées

• Est-ce que la situation se prête à l'approche ? Le CIMEP est probablement la bonne approche si c'est un manque de confiance entre le secteur public et les communautés qui entrave la résolu-

tion de problèmes ; si les représentants officiels se livrent concurrence au lieu de collaborer entre eux ; si les projets devant améliorer les conditions n'ont que des résultats limités.

 Le processus pent-il réussir dans ce pays ? Le processus convient aux pays qui ont commencé à décentraliser leurs gouvernements ou qui ont

Facteurs de réussite

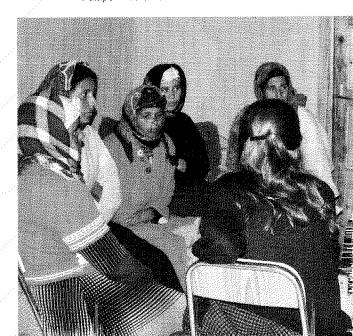
- Problème ou question clairement identifié
- Politiques publiques favorables sur la décentralisation et la participation
- Soutien national solide pour la mise en œuvre du CIMEP
- Rôles et responsabilités clairement définis pour chaque partenaire au démarrage
- Engagement dès le début des partenaires

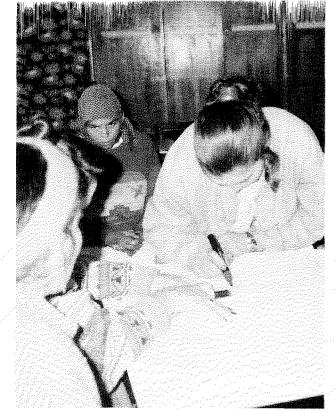
En Equateur, les représentants officiels connaissaient le problème auquel ils souhaitaient s'attaquer. Une fois que la pandémie du choléra El Tor avait atteint sont pic en 1993, des flambées de choléra persistaient dans certaines régions montagneuses malgré le programme dynamique du gouvernement pour l'éducation en matière d'hygiène. Avec le Projet EHP, le gouvernement a démarré un projet CIMEP pour trouver quels étaient les comportements et conditions qui continuaient à exposer les habitants au risque de contracter le choléra.

l'intention de le faire et qui cherchent à améliorer la gouvernance et la participation communautaire à la prise de décisions.

• Existe-t-il un intérêt suffisant entre les représentants officiels et les décideurs ? Si l'on veut que le processus réussisse, les collectivités locales doivent chercher diverses manières d'améliorer les services et doivent être ouvertes aux nouvelles approches et à la collaboration intersectorielle.

Si l'on peut répondre de manière satisfaisante à ces questions d'évaluation, on peut passer à l'étape mise en œuvre.





Les représentants officiels et les habitants des villes ciblées par le CIMEP en Tunisie n'arrivaient pas à s'entendre sur ce que signifiait la participation communautaire. Les représentants officiels pensaient que les communautés devaient fournir la main-d'œuvre et l'argent pour l'infrastructure que les responsables avaient décider de construire. Par contre, pour les communautés, cela signifiait recevoir les mêmes services que leurs voisins plus riches. Frustration et méfiance caractérisaient les relations entre les communautés et le secteur public. Améliorer la communication était un élément vital pour résoudre les problèmes de santé environnementale de la communauté.

Sélection des partenaires, formateurs, sites de projet et participants

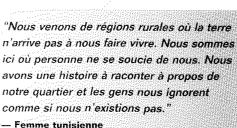
L'étape suivante consiste à établir une relation de travail avec des bailleurs de fonds, des représentants officiels du gouvernement et des dirigeants locaux qui participeront à la formation et à la mise en oeuvre du CIMEP.

Les organisateurs choisissent les éventuels partenaires dans les institutions locales qui sont intéressées à participer au CIMEP.

- Les partenaires devraient venir des services, organismes et autres entités qui peuvent influencer les questions choisies.
- Les partenaires devraient posséder diverses qualifications et avoir un rôle clair à jouer au sein du processus.

Les organisateurs et les partenaires peuvent ensuite travailler ensemble pour choisir les communautés, les formateurs et les participants.

- Des critères objectifs devraient être appliqués au choix des communautés pilotes. Celles qui connaissent des problèmes environnementaux, sanitaires, économiques et/ou sociaux supérieurs à la moyenne présentent les conditions requises.
- Les formateurs devraient être de préférence des experts locaux travaillant dans les communautés







ou quartiers pilotes choisis pour le CIMEP. Si aucune expertise locale n'est disponible, un conseiller-formateur expert ou un formateur en chef peut être recruté pour travailler avec les formateurs locaux. Ainsi, les formateurs locaux acquièrent de l'expérience les préparant à devenir des formateurs en chef lors de projets ultérieurs du CIMEP.

 Les participants devraient être choisis parmi les divers intervenants des communautés pilotes. qu'il s'agisse du personnel de la collectivité locale et des fournisseurs de services, des ONG ou encore des dirigeants communautaires traditionnels ou informels. Diverses spécialités liées aux problèmes en question devraient être représentées, par exemple, la santé publique, l'hygiène, les travaux publics, l'éducation ou la santé de la reproduction. Les participants devraient être motivés et devraient avoir de l'expérience pratique et des responsabilités leur demandant de comprendre les besoins communautaires. Les participants choisis devrajont être prêts à assistor à tous les ateliers et à participer à toutes les étapes du processus. Les participants provenant de différentes organisations et avec des intérêts différents auront l'occasion de sortir de leurs rôles et responsabilités et d'adopter de nouveaux comportements.

Atelier de démarrage

Tous les partenaires suivent un atelier de trois à cinq jours pour démarrer CIMEP. Lorsque l'atelier se termine, ils devraient connaître le processus et comprendre les problèmes ciblés.

Lors de l'atelier, les partenaires travaillent ensemble aux fins de :

- Définir les rôles et les responsabilités
- Elaborer un calendrier et un plan de travail plus détaillés pour la mise en œuvre
- Articuler les objectifs généraux du processus
- Collecter et présenter les données existantes
- Concevoir une enquête préalable à l'atelier de renforcement des connaissances
- Commencer à créer des relations de confiance avec les participants.

Les ressortissants du pays devraient prendre en main les rênes de la planification et de l'exécution. C'est en participant pleinement qu'ils deviendront les propriétaires du Projet CIMEP, qu'ils seront motivés à le défendre aux plus hauts niveaux et capables de le reproduire sans assistance des bailleurs de fonds. Ces concepteurs locaux sauront probablement mieux que ceux de l'extérieur comment adapter le processus aux besoins locaux.

En Equateur, les représentants officiels ont modifié CIMEP pour lutter contre l'épidémie de choléra dans les villages ruraux. Ils ont mis en place un système à trois niveaux de formation et d'intervention. Une équipe technique de formateurs a organisé des ateliers pour les équipes régionales comprenant du personnel de santé et d'éducation ou du personnel des ONG. Les équipes régionales, à leur tour, ont formé des équipes communautaires avec des volontaires, des enseignants et des dirigeants locaux. Les équipes communautaires ont appris à évaluer les risques sanitaires locaux, à collecter et à analyser les données comportementales, à organiser des réunions pour discuter des interventions possibles et à mobiliser la communauté pour réaliser et maintenir l'intervention.

Formation

Lors d'une série d'ateliers, les participants acquièrent les compétences nécessaires pour faciliter la participation communautaire et travailler productivement avec les communautés locales. Ils apprennent ce que peuvent faire les organisations qu'ils représentent pour trouver ensemble une solution complète au problème ciblé. La formation se déroule sur plusieurs cycles, suivis chacun par un mois ou deux de travail sur le terrain.

Volets de l'étape formation :

- Atelier de renforcement des compétences.
 Les participants acquièrent des compétences d'évaluation et de participation et des compétences techniques applicables se rapportant aux questions ou aux problèmes identifiés.
- Travail sur le terrain et suivi. Les participants pratiquent leurs nouvelles compétences entre les ateliers sous la direction des formateurs.
- Tables rondes des décideurs. Lors de chaque cycle de formation, les décideurs nationaux et locaux revoient les accomplissements et les contraintes du projet.

• Microprojets. Les participants travaillent avec les communautés pour planifier et réaliser des

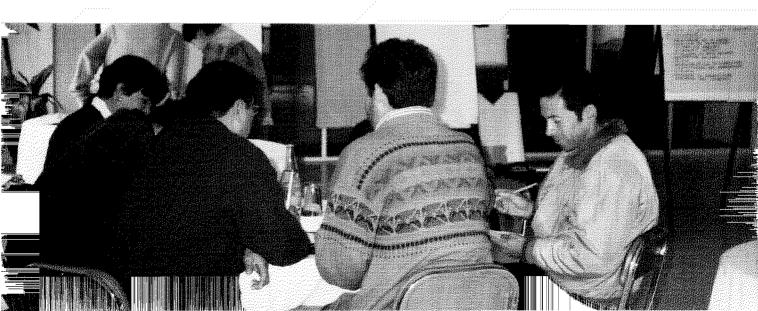
Principaux intervenants

- Formateurs professionnels qualifiés
- Représentants du personnel des collectivités locales et des fournisseurs de services, personnel des ONG et dirigeants communautaires formels et informels qui sont parmi les participants
- Spécialistes du sujet
- · Responsables pertinents

interventions à faible coût, payées par un fonds désigné.

A la fin de l'étape de formation, les participants devraient être en mesure de :

- Travailler en tant qu'équipe avec le personnel d'autres organisations et des dirigeants communautaires
- Reconnaître que les pauvres sont des partenaires capables pour résoudre leurs propres problèmes
- Faciliter la communication entre toutes les parties concernées
- Appliquer les techniques de résolution de problèmes
- Mesurer les progrès au niveau du changement de comportement et de l'amélioration des conditions



Ateliers de renforcement des compétences

Quatre à cinq ateliers de plusieurs jours chacun sont espacés d'environ deux mois. Lors de ces ateliers,

Facteurs de réussite

- Sélection de participants engagés face au CIMEP
- Adaptation de la formation au contexte local
- Utilisation de méthodologies efficaces d'apprentissage pour adultes

les représentants officiels et les dirigeants locaux acquièrent des compétences en matière de participation et de mise en place d'équipe qui leur permettront d'exploiter les ressources et connaissances de ceux qu'ils servent—les habitants—

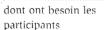
afin de résoudre les problèmes communautaires.

Le plan de formation est conçu par les formateurs avec, le cas échéant, une assistance technique de la part des spécialistes du sujet. Les ateliers devraient...

- Etre axés sur des méthodes participatives, la résolution de problèmes, l'identification des causes des problèmes et les compétences d'évaluation rapide
- Se fonder sur la connaissance et les compétences existantes des participants
- Fournir aux participants un récapitulatif des données et de l'information existantes
- Encourager le travail d'équipe entre participants et organisations
- Encourager l'idée selon laquelle les représentants officiels et les dirigeants peuvent apprendre des membres communautaires
- Modeler les compétences interpersonnelles

A Belize, les participants du CIMEP avaient tous travaillé comme agents de santé mais ne s'étaient guère parlé auparavant. En partageant connaissance et information lors des ateliers de formation, ils ont rapidement pris conscience de leur capacité alors qu'ils exprimaient à haute voix leurs frustrations et besoins. Vu qu'une partie de la formation consistait à planifier et à faire des présentations aux responsables supérieurs, ils ont également acquis des compétences de communication avec les responsables.

Il a fallu un certain temps, lors du CIMEP de la Tunisie, pour que les formateurs viennent à bout des sentiments de compétition entre les participants. Les autorités et les représentants officiels du parti avaient l'habitude d'utiliser la force pour faire appliquer les décisions officielles. Les représentants communautaires avaient l'habitude de lutter avec les autorités municipales pour obtenir ce dont les communautés avaient besoin. Le GESCOME les a tous réunis dans une pièce et leur a demandé de travailler en tant qu'équipe sur les problèmes communautaires. Peu à peu, l'enthousiasme a gagné du terrain au fur et à mesure que la coopération et la collaboration ont commencé à rendre le travail de chacun plus facile.



 Elaborer un plan de travail pour traiter de manière continue les problèmes identifiés.



Résolution de problèmes et évaluation communautaire rapide. Le CIMEP confie aux participants le rôle inhabituel consistant à recueillir l'information, analyser les circonstances et résoudre les problèmes - autant d'activités qui auparavant étaient confiées aux "experts." Tout au long des ateliers et du suivi sur le terrain, les participants apprennent à faire une évaluation communautaire rapide en utilisant les interviews, les groupes de discussion et les observations directes. Ils prennent connaissance de techniques tels la cartographie communautaire, les arbres de cause à effet et le dialogue ciblé afin d'aider les habitants à trouver des solutions aux problèmes prioritaires. Des experts, dans



des domaines tels que les approches de participation communautaire et les fonds de roulement, peuvent venir aider les formateurs.

Création d'équipes entre les organisations. Un grand nombre de représentants officiels locaux n'ont jamais travaillé ensemble en tant qu'équipe avec d'autres représentants officiels et dirigeants de la communauté. Le processus CIMEP commence par modifier les approches "du sommet vers la base" à la résolution de problèmes et encourage les participants à fonctionner en tant qu'équipe, respectant les contributions des membres ayant de l'expérience dans les différents domaines.





Participatif

Encourage les r préoccupations Dépend du pers collaborer les p

du processus

Dura

Maximise le maintenues à l' nautés et la col

intersectorielle et des collectivi à l'Initiative des

INP disponible

nbres communautaires à communiquer leurs besoins et à améliorer leur capacité à résoudre leurs propres problèmes. nel local pour démarrer, concevoir et diriger la formation. Fait cipants, formateurs et décideurs à l'évaluation et à l'amélioration I qu'il est appliqué dans leur pays.

=ectoriel

t en place des équipes composées de représentants officiels nunicipaux et provinciaux, d'ONG et de dirigeants communautaires ainsi que des secteurs de la santé, de l'environnement et de l'agriculture afin de trouver des solutions intégrées aux problèmes.

Souple

Répond à toute une gamme de buts de développement dans diverses cultures et situations.

Démocratique

Encourage la participation des habitants et apporte un feed-back au processus des collectivités locales.

Abordable

Met au point des solutions possibles au vu des moyens dont dispose la communauté pour exécuter et maintenir les activités.

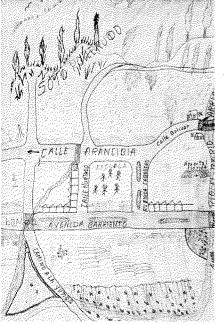
Reproductible

Peut être reproduit par d'anciens participants dans d'autres communautés ou introduit dans des pays voisins dont les ltures, la langue et les circonstances sont analogues.

hances de voir les solutions aux problèmes communautaires nir grâce à la création de nouveaux partenariats entre les commutivité locale. L'importance accordée par CIMEP à la recherche solutions et au renforcement des capacités des communautés locales pour travailler en partenariat rend l'approche conforme puveaux Partenariats de l'USAID (INP). Voir le guide-ressource le biais de l'Internet à: ww.info.usaid.gov.



Les représentants officiels et les communautés ciblées dans le cadre du Projet CIMEP en Equateur ont reconnu qu'il fallait encourager l'utilisation d'une eau plus salubre et de meilleures pratiques au foyer pour prévenir la propagation du choléra. Les représentants officiels ont encouragé l'utilisation du savon pour laver la vaisselle et se laver les mains mais se sont heurtés à la résistance des habitants. En travaillant plus étroitement avec la communauté, on a pu expliquer le problème. Lorsque l'eau est rare et que l'approvisionnement n'est pas fiable, les habitants utilisent l'eau plusieurs fois : pour préparer à manger, pour laver la vaisselle et, après plusieurs utilisations, pour donner à leurs cochons. Donner à manger aux cochons les miettes qui restent dans l'eau utilisée profite à tout le ménage. Mais les cochons ne boivent pas l'eau savonneuse. Ainsi, en comprenant cette situation, les autorités ont pu examiner le problème et trouver une autre option acceptable pour les communautés.



Le fait de demander aux habitants de tracer des "cartes perceptuelles" peut être le point de départ de l'analyse des problèmes et de la définition des solutions pour la communauté.

Travail sur le terrain et suivi

Les participants sont organisés en tant qu'équipes pour le travail de terrain. On confie un quartier ou une communauté à chaque équipe. A la fin de chaque atelier, les équipes élaborent conjointement

Facteurs de réussite

- Assistance technique et dépannage par les formateurs
- Soutien municipal pour le travail de terrain
- "Ajustements" fréquents dans les plans de travail au fur et à mesure que de nouvelles informations sont devenues disponibles.

un plan de travail qui doit être exécuté pendant les huit semaines avant l'atelier suivant. Ainsi, les participants commencent immédiatement à appliquer les compétences qu'ils ont acquises.

Les formateurs observent et aident les

équipes de participants lors du travail sur le terrain et intègrent leurs observations à l'atelier suivant. Les formateurs observent également la manière dont les municipalités répondent aux nouvelles approches des participants. La réceptivité d'une collectivité locale au processus CIMEP est une mesure importante de son évolution en tant qu'"organisation d'apprentissage," c'est-à-dire une organisation qui sait répondre et s'adapter aux besoins et aux circonstances des clients.

Les participants évaluent chaque série de travail sur le terrain alors qu'ils se réunissent pour l'atelier suivant. Ils discutent des difficultés à appliquer les nouvelles compétences et procèdent aux aiustements nécessaires dans leurs plans de travail.

Tables rondes des décideurs

Des décideurs-clés assistent aux tables rondes organisées lors de chaque cycle formation-travail sur le terrain pour faire le point du CIMEP. Les représentants présents devraient être ceux chargés

Facteurs de réussite

- Participation de décideurs influents provenant de municipalités et de ministères nationaux pertinents
- Volonté et capacité des décideurs à traiter les contraintes des participants

de prendre des décisions concernant le travail des participants, par exemple, les superviseurs immédiats et les représentants ministériels qui autorisent le financement. Il s'est avéré capital de regrouper ces personnes

influentes avec les formateurs et les chefs des équipes de participants pour discuter les progrès de la formation. Les tables rondes...

- Permettent aux décideurs de prendre connaissance des actions communautaires qu'encouragent les participants
- Demandent aux décideurs d'aider à supprimer les obstacles que rencontrent les participants
- Obtiennent le soutien des décideurs pour le processus et pour intégrer les nouveaux comportements dans le comportement quotidien de leurs institutions.

En Tunisie, le Ministère de l'Intérieur (MI) rencontre des défis de taille concernant la supervision des ONG et des Comités du quartier. Sceptique d'abord, le personnel du MI a vu rapidement que les tables rondes l'aidaient à maintenir un contact ouvert et à communiquer avec ces groupes. Les tables rondes ont également permis au MI de responsabiliser les municipalités face à certaines tâches. Après la première année, le représentant du MI a commencé à organiser les réunions, à envoyer les invitations et à élaborer l'ordre du jour.



Une des tâches essentielles pour les participants lors de leur travail sur le terrain est d'aider les communautés à identifier les problèmes et à concevoir des interventions acceptables pour toutes

Facteurs de réussite

- Solides liens entre la conception des micro-projets et les facteurs-risques ou autres questions identifiées.
- Maximisation des ressources et de la main-d'œuvre communautaires
- Solide engagement communautaire aux microprojets et supervision de ces microprojets
- Mécanisme durable de financement
- Responsabilités et rôles clairs pour la gestion des fonds
- Achèvement des microprojets

les parties concernées. Les interventions proposées, ou microproiets, sont des améliorations à faible coût, par exemple, placer des poubelles pour le recyclage, nettoyer les drains, repayer des allées ou distribuer des récipients pour stocker l'eau. Vu que la plupart des microprojets sont financés par le biais de prêts, le coût d'un microprojet devrajt pouvoir être remboursé par un quartier ou une communauté.

Les microprojets sont une manifestation visible du travail ardu et de la collaboration des participants et des communautés. Pour les communautés qui engagent main-d'œuvre et argent, les microprojets encouragent une appartenance réelle au processus de résolution de problèmes.

Les participants et les membres communautaires trouvent des idées de microprojets au fur et à mesure qu'ils envisagent les différentes solutions aux problèmes communautaires. Les microprojets devraient répondre à trois critères :

- Répondre aux initiatives ou priorités de la communauté qui répondent aux besoins des femmes et des hommes.
- Passer un examen technique de la part des techniciens du gouvernement.
- Exiger une petite quantité de financement.

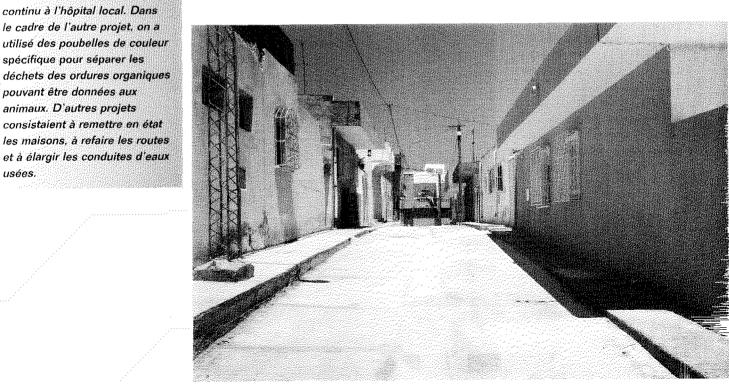
Les fonds initiaux pour les microprojets devraient être inclus au budget du CIMEP. Un fonds de roulement administré par une ONG locale est une manière durable de financer les microprojets. Lorsque les prêts sont remboursés, l'argent est disponible pour d'autres projets. Gérer un fonds de microprojet confère à l'ONG une expérience valable puisque cela renforce ses capacités administratives et financières.

L'on pourrait choisir d'autres options de financement et de gestion de fonds. Généralement, ce sont les représentants officiels de la collectivité locale qui décident de la manière dont les fonds sont administrés et gérés. Quelle que soit l'approche adoptée, elle devrait encourager la participation de la communauté à la gestion des fonds et répondre par ailleurs aux conditions exigées par les bailleurs de fonds et les organismes d'exécution.

Un contrat peut être rédigé pour chaque microprojet afin de formaliser l'accord entre les représentants communautaires, l'équipe des participants et les représentants officiels de la collectivité locale et de l'ONG. La collectivité locale fournit les matériaux et la supervision. La communauté fournit la main-d'œuvre et rembourse l'argent emprunté. Les microprojets dans les deux villes du projet en Tunisie traitaient de préoccupations communautaires et municipales particulières. L'un a permis de construire un pont sur un ravin souvent inondé, de sorte que les enfants puissent aller à l'école et que les membres communautaires aient un accès continu à l'hôpital local. Dans le cadre de l'autre projet, on a utilisé des poubelles de couleur spécifique pour séparer les déchets des ordures organiques pouvant être données aux animaux. D'autres projets consistaient à remettre en état

usées.





Expansion progressive

CIMEP commence petit avec l'intention de se reproduire ailleurs pour maximiser ses avantages pour le pays. Le matériel de formation et les par-

Facteurs de réussite

- Engagement national
- Fonds disponibles
- Communication efficace entre le personnel du gouvernement et les représentants officiels à tous les niveaux

ticipants de l'expérience pilote sont des ressources pouvant être utilisées pour reproduire ailleurs le processus. De même, le pays pilote peut servir de modèle pour des pays voisins ayant des cul-

tures, des langues et des circonstances analogues.

Quatre activités-clés d'expansion progressive

reposent sur les accomplissements de l'expérience CIMEP pilote.

- Atelier d'évaluation
- Formation de formateurs supplémentaires
- Elaboration et mise au point de matérielde ressource
- Reproduction du processus dans d'autres quartiers ou communautés ou dans des pays voisins.

Essayant d'arriver à une plus grande participation au programme d'infrastructure de l'USAID en Egypte, les maires et les responsables ont rendu visite aux sites du GESCOME en Tunisie. La visite les a aidés à comprendre le rôle que jouaient les consommateurs et les services de consommateurs dans le fonctionnement efficace des services. De même, lorsque le Programme de santé infantile en Bolivie cherchait à élargir les activités cliniques pour inclure l'assainissement du milieu, l'équipe d'exécution régionale et les décideurs-clés ont visité les sites CIMEP en Equateur pour voir eux-mêmes comment ils pourraient appliquer le CIMEP aux améliorations de la santé du milieu, surtout pour les maladies diarrhéiques chez les enfants.



Atelier d'évaluation

Lorsque tous les microprojets sont en place, les participants, les formateurs et les décideurs se rencontrent pour évaluer les leçons qu'ils ont tirées de leur première expérience avec le CIMEP. Ils revoient le contenu de chaque atelier de renforcement des compétences et voient s'il a réussi à atteindre ses objectifs. Leurs conclusions, présentées dans un rapport écrit, aident les concepteurs des futurs projets à renforcer ce qui a réussi et à éviter ce qui n'a pas réussi. Cela devient le "manuel de procédure" pour la réalisation du CIMEP dans d'autres municipalités.

Lors de l'évaluation du CIMEP en Tunisie, les participants ont décidé d'intégrer plusieurs leçons aux futurs programmes :

- Les solutions aux problèmes communautaires devraient être immédiates, clairement ciblées et maintenues.
- Les représentants officiels et les membres communautaires devraient se mettre d'accord sur ce qu'est la participation.
- Les communautés peuvent utiliser le comportement ainsi que les indicateurs sanitaires directs pour suivre leurs progrès.
- Il faut consacrer plus de temps et de ressources aux travaux de terrain et au suivi qu'aux ateliers de renforcement des compétences.

Pendant l'atelier d'évaluation, les participants élaborent également un plan de travail donnant les stratégies d'expansion.

Formation de nouveaux formateurs

La formation de nouveaux formateurs représente la dernière étape du processus une fois qu'est prévue l'expansion. Des participants choisis assistent à un atelier de formation des formateurs pour apprendre les techniques et compétences du CIMEP, de sorte à pouvoir donner une formation dans d'autres communautés. Un guide de formation des formateurs peut être élaboré pour le processus d'expansion.

Matériel-ressource

Le matériel utilisé dans les communautés pilotes peut servir à nouveau pour l'expansion :

- Programme et matériel de formation de base du CIMEP dans la langue locale et adaptés à la culture et à l'expérience locales
- Manuel de procédure montrant comment le processus peut être intégré aux activités en cours de la municipalité ou du service
- Matériel de marketing, par exemple, une brève vidéo ou une plaquette.

Stratégie de reproduction

Le processus d'expansion s'élargit au fur et à mesure que le CIMEP est réalisé sur de nouveaux sites. Chaque série d'ateliers du CIMEP permet d'avoir un plus grand nombre de formateurs qui continuent à étendre la portée de la méthodologic. Le but final est d'influencer un nombre important de collectivités locales pour qu'elles modifient fondamentalement la manière dont elles résolvent les problèmes avec les communautés locales.

Quels sont les résultats possibles avec le CIMEP ?

Les améliorations dans la qualité de la vie des communautés sont les indicateurs à court terme permettant de mesurer les résultats du CIMEP. Toutefois, un indicateur plus important de la réussite du projet pourrait être la manière dont les parties concernées interagissent et résolvent les problèmes dans le long terme.

Des résultats à plusieurs niveaux peuvent être attendus du processus CIMEP.

Pour les communautés :

- Les parties concernées collaborent de manière réussie pour traiter les problèmes partagés.
- Les organisations communautaires exécutent et suivent les interventions appropriées pour traiter les problèmes communautaires prioritaires.

Coûts comparatifs de microprojets du GESCOME en Tunisie

Activité	Coût/temps estimés pour la municipalité	Coût/temps effectifs pour la GESCOME	
Améliorations de l'habitat (drains, planchers, enclos d'animaux)	coût : 950 \$ durée : 2 mois	336 \$ 4 mois	
Assainissement sur place	coût : 700 \$ durée : 2 mois	500 \$ 4 mois	
Station de déchets solides	coût : 3 100 \$ durée : 2 mois	2 376 \$ 4 mois	
Pont	coût : 13,000 \$ durée : pas disponible	8 530 \$ 5 mois	

Note : Le coût par mêtre carré d'une surface 1,6 plus pour la municipalité

- Les améliorations municipales coûtent moins que si elles étaient faites sans la participation communautaire.
- Les communautés sont en mesure de maintenir les améliorations.
- Les organisations communautaires sont capables de collecter les redevances et de payer pour les améliorations.

Pour les institutions locales du secteur public :

• Le personnel utilise les compétences de

"Nous travaillons afin que les leçons que nous avons apprises ne soient pas oubliées..."

ne soient pas oubliées...

— membre communautaire
dans un village de l'Equateur.

recherche et de résorlution de problèmes pour identifier et planifier les interventions appropriées.

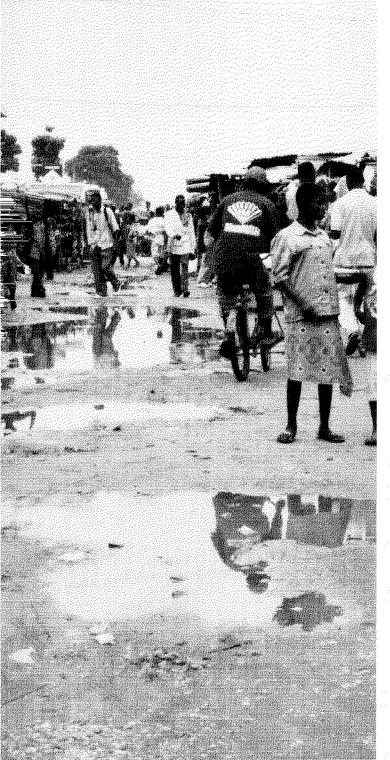
• Le personnel a accès aux ressources

techniques et financières nécessaires pour les interventions.

- Les nouvelles politiques permettent aux décideurs de traiter les contraintes entravant les interventions communautaires.
- Le personnel maintient des partenariats efficaces avec les ONG et les organisations communautaires et les prend pour des "antennes" du gouvernement.

Pour les institutions nationales :

- Les parties concernées approuvent et exécutent un plan national pour reproduire l'expérience ...pilote.
- Un manuel de procédure est publié pour intégrer le CIMEP dans le secteur public.
- Une équipe de formateurs commencent la formation et participent aux efforts d'expansion sur l'ensemble du pays.
- Le matériel d'expansion et de marketing pour faciliter l'expansion est disponible dans la langue locale.



Résultats et indicateurs prévus : exemples du CIMEP au Bénin

Résultat :

Dans les villes pilotes, les changements mesurables dans le comportement familial et les conditions environnementales directement liées aux maladies ciblées sont documentés.

Indicateurs :

- Les comportements à haut risque contribuant à la transmission de maladies persistantes de santé publique sont identifiés.
- Les stratégies participatives pour traiter les comportements à haut risque sont conçues et appliquées.
- Des groupes de quartier pour la santé du milieu suivent réqulièrement les comportements.
- Le suivi épidémiologique est effectué en collaboration avec le Ministère de la Santé.

Résultat :

Dans les quartiers pilotes, les parties concernées au niveau communautaire (municipalités, ONG et communautés) collaborent pour traiter des problèmes communautaires.

Indicateurs :

- Les interactions entre les équipes municipales et les communautés augmentent en nombre et s'améliorent en qualité.
- Les outils participatifs pour l'identification de problèmes et la collaboration sont utilisés par les intervenants municipaux dans d'autres domaines de la planification municipale.
- La population démontre une plus grande confiance face aux fournisseurs de services municipaux par le biais d'une utilisation accrue des services municipaux.
- De nouveaux mécanismes de participation communautaire sont utilisés pour prendre les décisions relatives aux politiques municipales.
- Le partage de coûts entre les municipalités et les communautés est plus important.
- Les rôles et les responsabilités des divers intervenants, notamment les ONG, les représentants communautaires et le personnel municipal élu ainsi que le personnel technique nommé sont définis clairement vis-à-vis des communautés plus pauvres.

Quelles sont les ressources nécessaires pour exécuter le CIMEP ?

Personnel technique

Le personnel technique nécessaire pour exécuter le CIMEP devrait être choisi, chaque fois que possible, auprès des experts locaux, notamment dans les hauts niveaux de l'exécution. La composition et le nombre exacts du personnel peuvent varier suivant les besoins. Au moins cinq positions doivent être pourvues :

- Directeur du projet et personnel de soutien à la gestion. Afin de fournir une direction technique et une gestion générales, superviser le transfert des fonds et assurer la liaison avec le responsable local et les activités concernant les ateliers (deux personnes travaillant à mi-temps).
- Formateur en chef. Pour concevoir et faciliter les ateliers de renforcement des compétences et élaborer des guides de formation (une personne travaillant à mi-temps lors des étapes de l'atelier).
- Spécialistes du contenu. Pour faire les évaluations initiales, collecter les données de base et suivre l'impact et les résultats du projet et participer à la formation. Exemples : un spécialiste de l'hygiène et de l'assainissement pour identifier les comportements familiaux pour les améliorations de l'hygiène ou un épidémiologue pour aider à suivre les impacts sur la santé (une ou deux personnes à mi-temps).
- Formateur local. Pour participer aux ateliers, faire le suivi sur le terrain avec les participants, fournir une direction pour les microprojets, assurer la liaison avec les représentants officiels locaux (une personne à mi-temps).
- Responsable local. Pour participer aux ateliers, coordonner toute la logistique pour les ateliers et les tables rondes, assurer la liaison avec les représentants officiels locaux (une personne à mi-temps).

La Señora Hilda, membre de l'équipe communautaire d'Alpàmalag, en Equateur, a décidé de faire bénéficier la communauté plus grande des leçons du CIMEP.

"Nous pouvons enseigner à nos enfants de se laver les mains, de ne boire que de l'eau propre et de laver leur fruit mais nous mangeons tous la nourriture des vendeurs de la rue. Comment pouvons-nous leur enseigner les leçons du CIMEP?"

Pour enseigner les règles d'hygiène aux vendeurs de la rue, la Sra. Hilda et d'autres femmes de la communauté ont mis en place un étal où elles ont posé bien en évidence un des récipients d'eau. Les femmes ont utilisé l'eau pour laver et préparer la nourriture qu'elles vendaient et pour laver les assiettes. "Tout le monde nous achetait notre nourriture car ils ne voulaient pas tomber malades. Les vendeurs nous ont demandé ce que nous faisions pour que les gens achètent chez nous et pas chez eux."

Ressources financières et autres

Les coûts varient suivant le pays ainsi que la taille et la portée du Projet. Des dispositions doivent être prises pour quatre ou cinq ateliers de renforcement des compétences pour 25-30 participants, quatre ou cinq tables rondes en matière de politiques pour 10-15 participants, un fonds pour les microprojets et une rémunération pour les assistants techniques expatriés, un responsable et un formateur au niveau local et peut-être des indemnités journalières (mais non pas les salaires) pour les participants. La collectivité locale peut fournir des ressources en nature ou en liquide. Un bailleur de fonds pourrait payer pour le programme entier ou alors divers bailleurs de fonds peuvent collaborer, chacun contribuant des ressources ou une assistance technique pour divers aspects du programme.



Pour plus d'informations

Les publications suivantes sont également disponibles auprès du Projet EHP.

- Placer les questions de santé environnementale dans le contexte périurbain: leçons tirées du Projet GESCOME tunisien.

 May Yacoob et Margo Kelly. Rapport d'activités EHP

 No. 24, 1996 (32 pages).
- Beyond Participation: Locally Based Demand for Environmental Health in Peri-Urban Areas. Robert C.G. Varley, May Yacoob et Scott Smith. Etude appliquée EHP No.6, 1996 (28 pages)
- Plan de travail révisé du CIMEP au Bénin. Margo Kelly, Habib Khanfir, Nouhoum Koita et May Yacoob. EHP, 1997 (62 pages).
- Creating Institutional Capability for Community Based
 Environmental Health Programs: Lessons from Belize,
 May Yacoob, Bob Hollister, Al Rollings et Gail Kostinko.
 Rapport d'activités WASH No 434, 1993 (33 pages)
- Creating Sustainable Environmental Health Conditions by Redefining Municipal Roles and Responsibilities; Experience from Tunisia and Ecuador. May Yacoob and Margo Kelly. Natural Resources Forum, Vol.21, No 1, 1997 (39-50)
- Diagnostic socio-environnemental. Ridha Boukraa et Nadia Bechraoui. Rapport d'activités EHP No. 8 (42 pages). Juin 1995
- Monitoring the Effect of Behavior Change Activities on Cholera: A Review in Chimborazo and Cotopaxi, Ecuador. Linda Whiteford, Carmen Laspina et Mercedes Torres. Rapport d'activités EHP No. 25, 1996 (45 pages).
- Nouveaux cadres de participation pour la conception et la gestion des projets durables de distribution d'ean et d'assaintssement.
 Paula Donnelly-Roark. Rapport technique de WASH No 52, 1987 (30 pages).

Crédits photos

Page de couverture, page i : Dolly Montaño

Interieur de la page de couverture, page 1,3 top, and 19 : Frédéric Boko

Page 2 : Patricia Billig

Page 3 au bas, 7, and 21 : Linda Whiteford

Page 4, 5, 8-9, and 16 : Nadia Bechraoui

Page 6 : Scott Dobberstein

Page 15: Municipal Team, Tunisia

Intérieur page au verso : Margo Kelly

Le Projet de Santé environnementale

Le Projet de Santé environnementale (EHP) est un projet financé centralement par l'USAID et apportant une assistance technique en matière de santé du milieu aux missions, bureaux de l'USAID et autres partenaires. La responsabilité principale du Projet EHP est de renforcer la capacité de l'USAID en vue de diminuer les conséquences des maladies liées à l'environnement sur la survie de l'enfant et la santé maternelle. EHP recommande des interventions pour améliorer les conditions environnementales et changer les comportements humains exposant les personnes au risque de maladie. L'assistance technique entrant dans le champ d'action du Projet EHP traite deux types de problèmes de santé du milieu : (1) ceux caractéristiques du sous-développement, tels que les maladies diarrhéiques, les infections respiratoires aigu's et le paludisme, causées par un accès inadéquat à l'eau potable, le manque d'assainissement, la pollution atmosphérique à l'intérieur des maisons provenant des feux de cuisson et les conditions favorisant la propagation de maladies

tropicales transmises par vecteur et (2) ceux entra"nés par le processus de développement, tels que les maladies causées ou exacerbées par la pollution atmosphérique provenant de l'industrie et des véhicules et la pollution de l'eau et du sol provenant de déchets et de pesticides dangereux et toxiques. Pour demander une assistance technique ou obtenir plus d'informations sur le Projet EHP, prière de contacter

John Borrazzo
Environmental Health Division
Office of Health and Nutrition
USAID
Washington, DC 20523

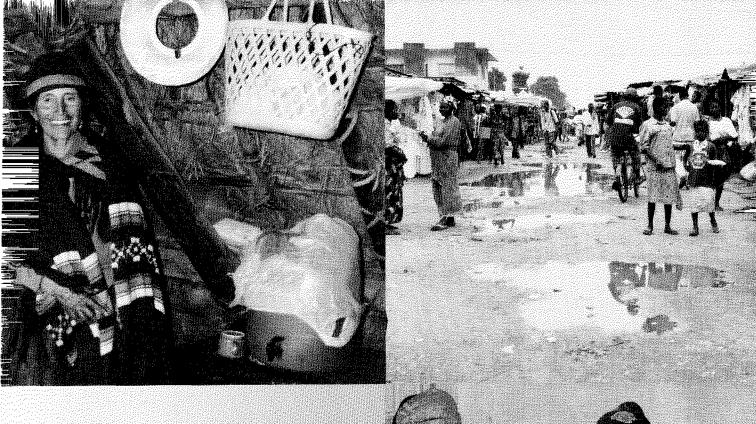
Téléphone 202-712-4816 Fax : 202-216-3702

e-mail: jborrazzo@usaid.gov

Une information supplémentaire sur EHP et un grand nombre des publications EHP sont disponibles par le biais de la Page d'accueil EHP : http://www.access.digex.net/~ehp.



Le Projet de Santé environnementale (contrat No. HRN-C-00-93-00036-11, Projet No 936-5994) est parrainé par le Bureau des Programmes mondiaux, Soutien de terrain et Recherche, Office de la Santé et de la Nutrition.





Environmental Health Project

1611 North Kent Street, Suite 300 Arlington VA 22209-2111 USA

Tél: 703-247-8730 Fax: 703-243-9004

E-mail: ehp@access.digex.com

Page d'accueil : http://www.access.digex.net/≈ehp

